

<https://ricochets.cc/Censure-generalisee-des-reseaux-sociaux-commerciaux-en-vue-avec-effacement-de-tout-appel-a-la-revolte-et-influenceurs-d-Etat.html>



Censure généralisée des réseaux sociaux commerciaux en vue, avec effacement de tout appel à la révolte et influenceurs d'Etat

Publication d'at: mercredi 12 juillet 2023

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Epuration du web & propagande 2.0 sous l'impulsion de Macron

Vous avez sans doute remarqué que durant les révoltes récentes en banlieue, des réseaux sociaux, notamment Facebook, ont été nettoyés de contenus montrant les révoltes.

Ce n'était que le début d'une censure généralisée des réseaux « sociaux » internet.

Après les coupures et restrictions épisodiques de médias présents sur les réseaux « sociaux », voici qu'arrive une censure plus automatique et systématique.

Une sorte d'épuration ciblée des contenus dérangeants, à la chinoise.

Censures et propagande partout, c'est beau le libéralisme

Mais le macronisme, cet autoritarisme 2.0 forcené, ne s'arrête pas là. Avec la censure, il utilise aussi les techniques de propagande contre-insurrectionnelle, avec des influenceurs à sa botte et des contenus sur mesure massivement diffusés.

Censures et propagande partout, c'est beau l'ultra-libéralisme républicain et sa légalité, la liberté ...des puissants et de leurs complices.

En supprimant les contenus qui le dérange et en favorisant les siens, le pouvoir veut procéder à une « réécriture » de l'actualité en fonction des besoins du ministère de la répression et de l'Ordre policier.

Mais comme on est le pays des droits de l'homme, ça n'a rien du tout à voir avec Big Brother.

En France on est tellement en démocratie qu'on peut généraliser des pratiques de dictatures

En France on est tellement profondément en démocratie qu'on peut généraliser sans problème de nombreuses pratiques autoritaires utilisées dans les dictatures n'est-ce pas ?

- ▶ **En tout cas, ça fait des raisons supplémentaires d'utiliser en priorité des réseaux sociaux « indépendants » et des médias libres, ou/et de moins utiliser internet.**



Censure généralisée des réseaux sociaux commerciaux en vue, avec effacement de tout appel à la révolte
Censure généralisée, républicaine et légale

» **VERS LA FIN DES RÉSEAUX SOCIAUX**

L'annonce est martiale ce lundi matin sur France Info. Le commissaire européen Thierry Breton annonce que, dès le 25 août, avant la rentrée, les réseaux sociaux seront forcés d'effacer immédiatement « les contenus qui appellent à la révolte » sous peine d'être tout simplement coupés sur le territoire.

avant la rentrée, les réseaux sociaux seront forcés d'effacer immédiatement « les contenus qui appellent à la révolte »

Voici sa déclaration :

« Lorsqu'il y aura des contenus haineux, des contenus qui appellent par exemple à la révolte, qui appellent également [...] à brûler des voitures, elles auront l'obligation dans l'instant de les effacer. Si elles ne le font pas, elles seront immédiatement sanctionnées ».

« Si les plateformes n'agissent pas immédiatement, alors oui, on pourra non seulement donner une amende mais interdire l'exploitation sur notre territoire [...] Les interventions vont être extrêmement rapides ». « Mark Zuckerberg [PDG de Meta] m'a confirmé qu'il allait embaucher 1 000 personnes pour se faire. Les plateformes se préparent ».

Thierry Breton est une figure du capitalisme français : grand patron, ministre sous la présidence de Chirac, il a été propulsé sur ordre de Macron comme Commissaire européen chargé du marché intérieur et du numérique en 2019. En clair, c'est à ce poste qu'il organise la censure, au niveau européen, des réseaux sociaux.

Lorsqu'il parle de « contenus haineux », Thierry Breton cite explicitement les « appels à la révolte », et absolument pas les commentaires racistes ou misogynes, les pages d'extrême droite, les canaux néo-nazis qui diffusent des vidéos de leurs exactions ou les pages créées par des policiers qui diffusent des messages d'une violence inouïe. Un exemple parmi d'autres sur Facebook, la page « TN Rabiot Police officiel » réunissait 9000 policiers français qui échangeaient des appels à « tuer les gauchistes et les immigrés », en toute impunité. Cela n'est pas visé par le Commissaire Breton.

En 2011, la révolte du Monde Arabe était amplifiée par les réseaux sociaux, qui permettaient de coordonner des appels à manifester. Depuis, il y a eu le mouvement contre la Loi Travail en France, Black Lives Matter, les Gilets Jaunes, les casseroles, et d'innombrables mobilisations qui n'auraient pu avoir lieu sans l'écho des réseaux sociaux. La question des violences policières, quant à elle, n'aurait même pas existé s'il avait fallu attendre que la presse officielle en parle ! C'est tout cela qui va commencer à disparaître dès cet été.

Macron et son clan veulent un monde où seuls Cnews, BFM et autres médias de milliardaires, qui sont les vrais propagateurs de haine, auraient droit de cité. La dictature est là.

Facebook a déjà quasiment éliminé notre audience. Les autres plateformes risquent de faire de même.

Prenez l'habitude de consulter notre site internet : <https://contre-attaque.net/>

Mais aussi notre canal Telegram, nos revues, et plus généralement à sortir des réseaux marchands.

Source :

https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/adolescent-tue-par-un-policier-a-nanterre/video-emeutes-non-les-reseaux-sociaux-n-ont-pas-fait-assez-pendant-ce-moment-declare-sur-franceinfo-thierry-breton-commissaire-europeen_5941784.html



Censure généralisée des réseaux sociaux commerciaux en vue, avec effacement de tout appel à la révolte
Réécriture de l'actualité en fonction des besoins du ministère de la répression

ñ GUERRE PSYCHOLOGIQUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

► Utilisation "d'influenceurs" et censure de contenus pour endiguer les émeutes

La contre-insurrection est une méthode de répression théorisée par l'État français depuis la Guerre d'Algérie. Cette doctrine politique et militaire vise à obtenir le soutien de la population dans le cadre d'un conflit entre les autorités et leurs adversaires. La guerre contre-insurrectionnelle repose sur deux principes : frapper le plus violemment possible les opposant-es et, en parallèle, les isoler en menant des actions de propagande pour obtenir l'adhésion des habitant-es. Cette guerre dans les esprits est autant, voire plus importante que la guerre sur le terrain militaire. Il s'agit « d'opérations psychologiques », ou « psy-op ». Cette doctrine a été utilisée lors des guerre coloniales et anti-communistes, puis exportée dans de nombreux régimes autoritaires. Elle est désormais appliquée partout.

Récemment, nous avons vu des manifestant-es et même des passant-es plongés dans le coma après des tirs policiers, deux tués en quelques jours par la police, des unités anti-terroristes envoyées dans les rues, des centaines de peines de prison ferme. Voilà pour la répression violente, militaire.

Nous avons aussi vu tous les grands médias mainstream, à l'unisson, salir les révoltes, mentir avec acharnement, diffuser en boucle la parole policière. Voilà pour la propagande. **Mais cela ne suffit pas : il y a désormais les réseaux sociaux, qui jouent un rôle d'influence de plus en plus important.**

Le gouvernement français tente donc de censurer et contraindre les réseaux sociaux. Il a convoqué à l'Assemblée Nationale les responsables de différentes plate-formes en ligne. Notamment le réseau Snapchat, qui permet de diffuser en temps réel de courtes vidéos, très utilisé par la jeunesse de banlieue.

Ce lundi 10 juillet Sarah Bouchahoua, responsable des affaires publiques Snapchat France, intervenait devant des parlementaires. Elle déclarait à propos de la révolte suite à la mort de Nahel :

« Plusieurs de nos créateurs de contenus ont pris la parole afin de sensibiliser leurs audiences et appeler au calme

».

« Nous avons travaillé conjointement avec le ministère de l'Intérieur et les différentes autorités pour endiguer le plus rapidement possible les dérapages ».

« L'ensemble des story qui étaient publiés sur la map [une carte de France répertoriant les vidéo selon leur lieu de tournage] étaient des utilisateurs de Snapchart qui se plaignaient des émeutes ».

« Nous sommes fiers d'avoir pu collaborer entre le privé et le public ».

Utilisation d'influenceurs rémunérés pour endiguer la révolte, censure des images d'affrontements, mise en avant systématique de vidéos critiquant les émeutes. Il s'agit typiquement d'une manipulation organisée : une « psy-op » contre-insurrectionnelle. L'étau se resserre.

► L'intervention en vidéo : <https://twitter.com/i/status/1678659834286157825>

(posts de Contre attaque)